

Journée internationale de la tolérance zéro à l'égard des MGF
6 février 2014

***Déclaration du Dr. Babatunde Osotimehin, Directeur exécutif de l'UNFPA,
Fonds des Nations Unies pour la population***

Des millions de filles dans le monde entier sont encore menacées de subir la mutilation/excision génitale (M/EGF), en dépit d'un siècle d'efforts pour y mettre fin. Dans les 29 pays d'Afrique et du Moyen-Orient où la pratique est concentrée, plus de 125 millions de filles et de femmes l'ont subie. Selon les prévisions de l'UNFPA, 86 autres millions de filles au niveau mondial risquent fort d'éprouver cette pratique sous une forme ou une autre d'ici 2030, si les tendances actuelles persistent.

Il est inacceptable que ces violations des droits fondamentaux continuent de menacer la vie et l'avenir de tant de femmes et de filles. C'est un affront à leur dignité humaine, une atteinte à leur santé et un obstacle au bien-être de leurs familles, communautés et pays. Le développement humain ne peut être pleinement réalisé aussi longtemps que femmes et filles continuent de souffrir de cette violation de leurs droits fondamentaux ou de vivre dans la crainte d'y être exposées.

L'abandon de la M/EGF a connu une accélération dans certains pays et communautés: l'Ouganda, le Kenya et la Guinée-Bissau ont récemment adopté des lois criminalisant la pratique. En Ethiopie, une praticienne traditionnelle de l'excision et les parents de six filles ont été punis dans une affaire qui reçut une large publicité et aida à faire prendre conscience du problème. Un certain nombre d'autres pays ont adopté des programmes sensibles aux valeurs culturelles qui visaient à changer les normes sociales, souvent en impliquant les anciens de communautés, les hommes et les garçons.

Mais le défi posé par l'élimination de la mutilation/excision génitale féminine en tous lieux reste immense et il nous faut intensifier nos efforts. La M/EGF comporte des effets ruineux, à court et à long terme, pour la santé des femmes et des filles. Nous avons le devoir impératif de les protéger, de prêter appui à celles qui ont subi cette pratique brutale et de faire face aux conséquences négatives qui en résultent pour leur santé sexuelle et procréative.

L'UNFPA est déterminé sans équivoque à promouvoir et protéger les droits fondamentaux, y compris les droits des jeunes, en particulier ceux des adolescentes. Nous croyons que quand elles peuvent revendiquer leur droit à la santé, notamment l'accès à la santé sexuelle et procréative, leur droit à l'éducation et à un travail décent, elles deviennent de puissants agents du développement social et économique.

La résolution charnière adoptée en 2012 par l'Assemblée générale des Nations Unies sur l'intensification de l'action mondiale visant à éliminer les mutilations génitales féminines a souligné l'importance de promouvoir, protéger et concrétiser les droits des filles et des femmes. L'appel à accélérer l'action a été renouvelé lors de la récente Conférence internationale sur les MGF tenue à Rome en octobre 2013, organisée par l'UNFPA et l'UNICEF, et accueillie par le Gouvernement italien.

La réponse de la communauté mondiale à cet urgent appel déterminera s'il sera ou non mis fin à la pratique. L'UNFPA et l'UNICEF mettent conjointement en oeuvre le très vaste programme des Nations Unies pour accélérer l'abandon de la M/EGF. Les défis que nous affrontons ne sont pas insurmontables. Si nous agissons de concert, nous pouvons accélérer encore davantage cet abandon et consolider l'élan vers le changement par nos efforts concertés et collectifs.

Au XXI^e siècle, aucune femme, aucune fille ne devrait souffrir ou mourir du fait de la M/EGF. Lutter contre les inégalités persistantes qui ont un effet négatif sur la santé et le bien-être des femmes et des filles, telle est la tâche que nous n'avons pas pleinement menée à bien.

Chaque fillette, où qu'elle vive et quelle que soit sa situation économique, a le droit d'accomplir son potentiel humain, à l'abri de la coercition, de la malveillance ou de la violence. Nous pouvons faire en sorte qu'elle l'accomplisse, et nous le devons. L'avenir viable, équitable, n'excluant personne auquel nous aspirons tous prendra forme ou non selon ce que nous faisons aujourd'hui pour garantir la dignité, la santé et le bien-être de chaque fille.